



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAÎNERIES LIMOUSINES

Z.I. Route de Poitiers
87300 Bellac

Références : UD87-2025-8
Code AIOT : 0006000647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement CHAÎNERIES LIMOUSINES implanté Z.I. Route de Poitiers 87300 Bellac. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAÎNERIES LIMOUSINES
- Z.I. Route de Poitiers 87300 Bellac
- Code AIOT : 0006000647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chaîneries Limousines, basée à Bellac, fabrique des chaînes en fil d'acier utilisées dans les secteurs du BTP (appareils de levage), marine et plaisance (amarrage), la pêche professionnelle (filet) et l'agriculture (chaîne de convoyeur...). Le site, qui emploie environ 75 personnes, fait partie depuis 2009 du groupe autrichien PEWAG.

En 2013, l'entreprise a déposé un dossier de demande d'autorisation relatif à l'augmentation de son activité « travail mécanique des métaux » visée à la rubrique 2560 de la nomenclature des ICPE (activité relevant du régime de l'enregistrement depuis la modification de la rubrique par le décret n° 2013-1205). Le site est de nouveau soumis au régime de l'autorisation sous la rubrique 2567-1-a de la nomenclature des ICPE pour ses activités de galvanisation à chaud (traitement de chaînes pour le balisage maritime ou d'ancres pour petits bateaux).

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- BIOCIDES
- Bruits et vibrations
- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suites visite 2021 _ Conditions de rejet des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Suites visite 2021 – VLE rejets des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 4.3.9	Demande d'action corrective	2 mois
6	Suites visite 2021 – Bruits et vibrations - Aménagements	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 4.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Suivi des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 6.2.7	Demande d'action corrective	15 jours
8	TAR _ surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
10	TAR – AMR - Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
11	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 17/12/2020, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites visite 2021 _ Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 3.2.3	Sans objet
4	Suites visite 2021 – Localisation des points de rejet des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 4.3.4	Sans objet
5	Suites visite 2021 – Détection de gaz	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 7.4.3	Sans objet
9	TAR _ Connaissance des produits, étiquetage (biocides)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte l'ensemble des demandes formulées à l'issue de la précédente inspection. Les mesures correctives correspondantes, impliquant parfois des investissements relativement important, ont bien été engagées mais certaines n'ont pu être finalisées. Outre des garanties sur leur aboutissement, l'Inspection sollicite de la part de l'exploitant certains justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites visite 2021 _ Valeurs limites des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 3.2.3			
Thème(s) : Actions nationales 2025, Suites visite 2021 _ Valeurs limites des rejets atmosphériques			
Prescription contrôlée :			
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :			
Installations	Polluants	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux en g/h
Creuset de la chaîne de galvanisation	Poussières	40	120
	HCL	50	150
	NH ³	50	150
	Zinc	5	15
Combustion au gaz naturel pour la chauffe du creuset de galvanisation	NOx	250	164
Pour mémoire, les valeurs limites d'émission sont définies au chapitre 7.2 du présent arrêté.			
Chaînes de traitement de surface			

Chacune des installations de soudage, de chauffage et de traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus, de grenailage/décalaminage	Poussières	40	-
Cabines de peinture, de cuisson et de préparation	Métaux exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5	-
Fours de traitement thermique (trempe et revenu)	COVNM	100	-
	Poussières	40	-
	COVNM	110	-
La vitesse d'éjection des gaz en marche continue nominale est au moins égale à 5 m/s.			
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 08/06/2021 et dans le cadre d'un dépassement sur le contrôle annuel de la valeur limite d'émission en zinc au niveau de cette cheminée, il avait été demandé à l'exploitant de justifier de la mise en place d'un filtre à manches au niveau de la ligne de rejet des fumées blanches du creuset de galvanisation.</p> <p>Dans sa réponse du 07/07/2021 à l'Inspection, l'exploitant avait indiqué avoir sollicité des devis en vue de l'installation du filtre avant la fin de l'année 2021.</p> <p>Lors de la présente visite du 22/10/2024, l'exploitant a justifié sur la base d'une facture du 18/02/2022 de la mise en place de ce filtre (dépoussiéreur) en mars 2022 et précisé que les résultats réalisés depuis sont conformes. Il a ainsi présenté les résultats d'analyses de la concentration en zinc au niveau du creuset (fumées de l'activité galvanisation) correspondant aux interventions du 28 et 29/03/2022 et du 03/07/2023. L'Inspection a constaté que les flux et concentrations en zinc mentionnées étaient très inférieures aux valeurs limites. L'exploitant a précisé que ces résultats sur les émissions atmosphériques du site sont par ailleurs de fait majorants dans la mesure où la production n'est pas permanente et que ces analyses ne sont effectuées qu'en période de production.</p> <p>Il a également indiqué que l'intervention relative à la surveillance des rejets pour 2024 était programmée mais pas encore réalisée.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera à l'Inspection les rapports de surveillance des rejets atmosphériques pour l'année 2024 (comprenant l'ensemble des installations et des polluants sus-visés), et le cas échéant, les mesures mises en œuvre en cas de non-conformités.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Suites visite 2021 _ Conditions de rejet des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet des émissions atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p>

<p>Le rejet des gaz résiduels du dépoussiéreur est effectué d'une manière contrôlée, par l'intermédiaire d'une cheminée, contenant une ou plusieurs conduites, après traitement éventuel. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère...</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 08/06/2021, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de retirer les dispositifs de type « chapeaux chinois » qui équipaient les cheminées de l'atelier de galvanisation (dispositifs faisant obstacle à l'ascension des gaz dans l'atmosphère). Dans sa réponse du 07 juillet 2021 à l'Inspection, l'exploitant avait indiqué procéder au retrait de ces dispositifs sur l'ensemble des conduits en précisant équiper le conduit du creuset de la chaîne de galvanisation d'un dispositif de protection de type (chapeau pare-vent auto orientable en fonction du vent).</p> <p>Lors de la présente visite du 22/10/2024, l'Inspection a pu constater le retrait de ces équipements sauf sur la cheminée de la chaîne de galvanisation (correspondant aux fumées blanches). L'exploitant précise que ces dispositifs ont été retirés en 2021 et qu'une recherche de solution sera engagée sur la fin de l'année 2024 pour le conduit correspondant aux fumées blanches, pour lequel il indique qu'il n'avait pas été trouvé de solution à l'époque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera à l'Inspection le descriptif du dispositif qu'il prévoit au niveau du conduit d'évacuation des fumées blanches et l'échéancier pour sa mise en place avant la fin de l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Suites visite 2021 – VLE rejets des effluents liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 4.3.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets des effluents liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles et des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : (Cf. tableau des valeurs de l'article 4.3.9)</p> <p>Référence des rejets vers le milieu récepteur : N° 2 et 4 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.3.4.)</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C.</p> <p>Le PH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>Les valeurs limites de rejet des eaux résiduelles des tours aéroréfrigérantes (référence du rejet vers le milieu récepteur : N °3 sont définies au chapitre 7.1 du présent arrêté.</p> <p>Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Constats :

Lors de la précédente inspection du 08/06/2021, à propos des eaux provenant du poste de lavage des pièces sur l'aire de lavage extérieur en sortie du déshuileur et sur la base de résultats d'analyses faisant apparaître des dépassements de valeurs limites (en particulier sur les paramètres nickel et plomb), l'Inspection avait demandé à l'exploitant :

- d'indiquer les origines probables des concentrations élevées en plomb et nickel dans les eaux rejetées ;
- de procéder à une nouvelle analyse des eaux rejetées suite aux opérations de nettoyage du déshuileur.

Dans sa réponse du 07 juillet 2021 à l'Inspection, l'exploitant avait indiqué qu'il procéderait au plus tard le 20/09/2021, aux opérations de nettoyage et que des prélèvements pour analyses seraient réalisés en suivant.

Lors de la présente visite du 22/10/2024 et pour ce point de rejet (identifié n°2 à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2020) l'exploitant a justifié d'un entretien régulier du déshuileur en produisant :

- deux factures de nettoyage de ce dispositif et de traitement des déchets en centre agréé, correspondantes à des interventions du 02/12/2022 et du 29/04/2024 ;
- des bordereaux de suivi de déchets dangereux correspondants à ces interventions ;
- deux rapports d'analyses du 17/03/2022 et 16/03/2023.

L'exploitant a indiqué faire procéder au nettoyage de ce déshuileur lorsque son réservoir est plein (système bloquant qui s'oppose à l'évacuation des effluents) et n'a jamais été confronté à un déversement accidentel dans le milieu. Il précise que l'utilisation de ce dispositif n'est pas liée à une activité de production pure et que le délai d'intervention du prestataire est relativement rapide.

Pour l'Inspection et au regard de cette aire de lavage qui n'est pas abritée de la pluie, il convient de privilégier une approche plus préventive de la gestion du déshuileur.

Les deux rapports d'analyses ne font pas ressortir de dépassement des valeurs limites d'émissions fixées sur les paramètres recherchés (notamment pour les paramètres nickel et plomb). Cependant ils ne reprennent pas strictement et intégralement les paramètres tels que prévus dans le tableau sus-visés de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral.

Par exemple les paramètres « Cadmium et ses composés », « Chrome et ses composés (en Cr) », « Chrome VI (en Cr6+) » et AOX EOX » ne semblent pas recherchés et la recherche du fer n'intègre pas le paramètre aluminium et composés « Fer, aluminium et composés (en Fe = Al) » tel que prévu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'Inspection :

- les mesures de gestion permettant d'assurer la vidange du déshuileur par anticipation de l'atteinte de son niveau maximum de rétention des hydrocarbures ;
- les résultats d'analyse comprenant l'intégralité des paramètres requis pour les rejets N°2 et N°4 ;

- le plan des réseaux du site aboutissant aux différents points de rejets visés à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2020 (cf. point 11 « plan des réseaux » ci-dessous).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suites visite 2021 – Localisation des points de rejet des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet des effluents liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>[...]</p> <p>*) Par exception, les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes peuvent être rejetées au point de rejet n°4 jusqu'au 1^{er} février 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 08/06/2021, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de procéder au raccordement des tours aéroréfrigérantes (TAR) au réseau des eaux usées de la commune de Bellac afin d'y rejeter les purges de ces installations de refroidissement (TAR). Dans sa réponse du 07 juillet 2021 à l'Inspection, l'exploitant avait indiqué qu'il procéderait à ces raccordements avant le 31/12/2021.</p> <p>Lors de la présente visite du 22/10/2024, l'exploitant a confirmé le raccordement des eaux de purge des tours aéroréfrigérantes au réseau des eaux usées de la commune de Bellac. L'Inspection a ainsi pu constater la mise en place d'un dispositif, au niveau d'un local technique contiguë au parking de l'accueil et situé en aval de la TAR « AT2 » la plus proche de l'entrée du site. Ce dispositif comprend notamment un flotteur actionnant une pompe de relevage qui permet le renvoi (via une conduite aérienne de type polyéthylène haute densité), des purges collectées par gravité, vers le réseau interne de connexion au réseau des eaux usées de la commune de Bellac. Cette modification n'a en revanche pas fait l'objet d'une actualisation du plan des réseaux du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intégrera le réseau de collecte des eaux de purge des tours aéroréfrigérantes, au plan des réseaux attendu au point N°3 sus-visé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suites visite 2021 – Détection de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de gaz
Prescription contrôlée :

<p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant Un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués. Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 6.2.7. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 08/06/2021, l'Inspection avait constaté la livraison sur site des dispositifs de détection et avait demandé à l'exploitant de procéder à leur installation sous trois mois au niveau de l'atelier de galvanisation.</p> <p>Dans sa réponse du 07 juillet 2021 à l'Inspection, l'exploitant avait indiqué que ces dispositifs avaient bien été installés et que leur mise en service était programmée pour le mois d'août 2021.</p> <p>Lors de la présente visite du 22/10/2024, l'Inspection a constaté la mise en place de ces dispositifs pour lesquels l'exploitant a justifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un rapport de mise en service établi à la date du 26/07/2021 par la société ADS ; - de rapports d'intervention / certificats de calibration de la société ADS datés du 28/07/2022 et du 13/10/2023 et qui mentionnent 2 seuils d'alarme et d'asservissement respectivement à 30 et 60 % de la Limite Inférieure d'Explosivité (LIE) ; <p>Dans un complément d'information du 24 octobre 2024, l'exploitant précise : « sa configuration après une première alerte visuelle et sonore à 30% de la Limite Inférieure d'Explosivité (LIE) puis coupe automatique l'alimentation en gaz globale du site dès que 60% de la LIE est atteint. Ce choix a été fait car permet de faire retomber la LIE et ainsi supprimer 100% du risque ce qui n'aurait pas été le cas en coupant uniquement les installations électriques du bâtiment Galva."</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera du bon repérage de la situation de ces dispositifs sur un plan et de l'intégration des modalités de cette mise en sécurité dans les consignes d'exploitation (éléments non vérifiés lors de l'Inspection).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suites visite 2021 – Bruits et vibrations - Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 4.4.1
Thème(s) : Autre, Bruits et vibrations - Aménagements

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter les niveaux acoustiques définis au chapitre 4.5 ci-après. Pour ce faire, il fait établir une étude complémentaire de dimensionnement des équipements d'insonorisation des sources de bruit notamment des tours aéroréfrigérantes et de la nouvelle installation de galvanisation afin de les équiper de moyens de réduction de bruit (capotages, grilles acoustiques, silencieux.) et d'écrans acoustiques absorbants et isolants en nombre suffisant et judicieusement répartis. Cette étude est remise par l'exploitant à l'inspection des installations classées au plus tard avant la date d'échéance fixée au Chapitre 8.4 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 08/06/2021, l'Inspection avait rappelé à l'exploitant qu'une étude complémentaire de dimensionnement des équipements d'insonorisation, notamment de la TAR « AT2 » située près de l'entrée du site, devait être établie au plus tard le 31 décembre 2021.</p> <p>Dans sa réponse du 07 juillet 2021 à l'Inspection, l'exploitant avait indiqué que cette étude était engagée et que des mesures étaient programmées pour septembre 2021 pour la partie mesure.</p> <p>Lors de la présente visite du 22 octobre 2024, l'exploitant a présenté à l'Inspection un rapport d'étude acoustique daté du 29/10/2024 (cf. annexe confidentielle).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans la suite des conclusions et préconisations de cette étude acoustique, l'exploitant justifiera à l'Inspection, sur la base si besoin d'une étude technico-économique, les suites envisagées et l'échéancier associé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Suivi des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 6.2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection les rapports des contrôles réalisés ces deux dernières années en précisant que les anomalies récurrentes correspondent principalement à des défauts identifiés</p>

depuis longtemps sur le site et qui correspondent à des anomalies difficiles à corriger (sommées de défaut d'isolement difficilement identifiables). Il a par ailleurs présenté un tableau de suivi des actions correctives menées en 2023 qui fait apparaître différentes actions non soldées.

L'Inspection a ainsi consulté les documents suivants qui font ressortir, outre des anomalies déjà signalées l'année précédente, des éléments non contrôlés (détail en annexe confidentielle) :

- les deux derniers comptes rendus Q18 de vérification périodique des installations électriques datés du 04/08/2023 et du 21/08/2024.
- les deux derniers comptes rendus Q19 de contrôle de l'installation électrique thermographique par infrarouge, réalisés le 03/05/2023 et le 25/09/2024. Ce dernier fait état d'anomalies relevées dans le rapport 2023 et qui n'ont pu être contrôlées.

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Nature des effluents	Eaux industrielles : eaux de lavage pour la maintenance préventive des tours aéroréfrigérantes et eaux de purges des tours aéroréfrigérantes (*)
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement communal des eaux usées
Traitement avant rejet	Aucun
Station de traitement collective	Station d'épuration des eaux usées de Bellac
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'Inspection :

- un échéancier de régularisation de l'ensemble des anomalies. Il pourra le cas échéant, pour celles impliquant un investissement important, s'engager sur la transmission ultérieure d'une étude technico-économique permettant de justifier d'actions correctives palliatives à mettre en œuvre en conséquence ;
- un plan de suivi des éléments qui, pour différents motifs (incompatibilité avec les activités en cours, défauts d'accès, etc..), ne peuvent pas faire l'objet d'un contrôle annuel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : TAR _ surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, TAR _ surveillance de l'exploitation

Prescription contrôlée :

TAR (tour aéroréfrigérantes) _ Dispositif de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.

[...]

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;

<ul style="list-style-type: none"> - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le suivi des tours aéroréfrigérantes était assurée par une équipe composée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un intervenant extérieur (traiteur) qui élabore la stratégie de traitement et qui procède à deux visites par an sur le site. - de deux personnes « sachantes sur le sujet » qui procèdent à des interventions mensuelles (enregistrées sur la base de fiches de procédures renseignées à chaque intervention). <p>Il a justifié d'une formation dispensée par l'apave à 11 personnels du site le 11 octobre 2021 et intitulée « connaître et prévenir le risque légionellose sur les tours aéroréfrigérantes (TAR). »</p> <p>Il ne dispose cependant pas de l'ensemble des éléments attendus dans le plan de formation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera auprès de l'Inspection de la mise en place d'un plan de formation comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 9 : TAR _ Connaissance des produits, étiquetage (biocides)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Autre, TAR _ Connaissance des produits, étiquetage (biocides)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié de Fiches de Données de Sécurité _FDS _ actualisées (l'une en avril 2021 et l'autre en novembre 2021) pour les deux produits biocides employés dans le cadre du fonctionnement des TAR. L'ensemble des FDS du site font l'objet d'un suivi de leur actualisation</p>

via un tableau de suivi. L'exploitant a par ailleurs réalisé deux documents (1 pour chaque produit et qui reprennent la date d'actualisation de la FDS) synthétisant les mesures de prévention des risques en lien avec leur utilisation, favorisant l'information du personnel. Ces documents sont ainsi affichés sur les emplacements concernés par l'entreposage et la manutention de ces produits. Les emballages vérifiés par l'Inspection ne présentaient pas d'anomalie (nom des produits en caractères très lisibles et symboles de danger conformément à la réglementation).

L'exploitant a par ailleurs justifié pour 8 personnels de l'entreprise d'une formation intitulée «sensibilisation à la prévention des risques chimiques dangereux», réalisée le 10/05/2023 par un prestataire externe sur une demi-journée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : TAR – AMR - Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 de l'annexe I

Thème(s) : Autre, TAR – AMR - Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

3.7. Consignes d'exploitation

(Arrêté du 25 juin 2018, article 2 et Arrêté du 23 juillet 2021, article 1er 2°)

I. Entretien préventif et surveillance de l'installation

1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article

[...]et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'analyse méthodique des risques (AMR) donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié d'une analyse datée du 10/04/2019 (précédente datée de 2007) en précisant qu'il engagera une nouvelle AMR en 2025. L'Inspection note que la fréquence minimale de révision de 2 ans n'est pas respectée. Par ailleurs l'analyse ne semble pas intégrer l'ensemble des éléments à considérer tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation, schéma de principe, modalités de gestion ; - la liste des facteurs de risque propres à l'installation, liés aux quatre paramètres que sont l'implantation, la conception, les différentes situations de fonctionnement et configurations hydrauliques listées au point 1 a ci-dessus, les moyens de surveillance mis en œuvre (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - l'échéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera dans le premier trimestre 2025 à la révision de l'analyse méthodique des risques (AMR) selon les dispositions prévues au point 3.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, et communiquera à l'Inspection les conclusions et les éléments de cette révision.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne où au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié de ces éléments.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'Inspection :

- un schéma de tous les réseaux (y compris le dispositif de collecte des eaux incendie visé à l'article 6.5.2 de l'AP du 17/12/2020) et un plan des égouts ;
- le plan des réseaux d'alimentation et de collecte faisant apparaître :
 - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
 - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
 - les secteurs collectés et les réseaux associés
 - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
 - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois